

PARTAGEONS **LES RICHESSES**

**NOUS NE
PAIERONS RIEN !
UNITE POUR
L'ANNULATION DE
LA DETTE !**

Malgré la crise économique qui a ébranlé le monde en 2008, le pouvoir de la finance ne s'est pas amendé, les promesses de l'époque se sont évaporées avec le retour des bénéfiques. A l'inverse, en Europe sous la pression de l'U.E et du FMI, **les gouvernements de gauche comme de droite appliquent des programmes dévastateurs qui accentuent les inégalités et aggravent la crise.**

La reprise de la spéculation mondiale s'est effectuée grâce à une injection colossale de l'argent des fonds publics. Pour « rassurer les marchés », un Fond européen de stabilité financière de l'euro a été mis en place grâce à la réduction des dépenses publiques.

Cette politique a des conséquences sociales désastreuses sur la vie des travailleurs et des travailleuses, mais ne calme pas pour autant les spéculateurs qui en veulent toujours plus.

ICI COMME AILLEURS LES PEUPLES N'ONT PAS DE DETTE !

En Grèce, ils bradent tous les acquis sociaux et les biens communs de la classe ouvrière pour essayer de sauver encore une fois les grandes banques européennes qui détiennent la majorité de la dette grecque.

Les « aides » accordées à la Grèce sont en fait des prêts usuriers qui peuvent atteindre des taux de 30 % et qui enfonce un peu plus le pays dans la récession.

Par contre, le monde capitaliste a sa propre morale et respecte certaines valeurs. Alors que la Grèce est le 2^{ème} pays au monde en budget d'armement par rapport à son PIB (produit intérieur brut), il n'y a aucune pression de la part du FMI pour réduire les dépenses dans ce secteur.

En France, **depuis trente ans, les dépenses publiques de l'Etat ont diminué à travers des vagues de privatisations ou encore des suppressions massives de postes de fonctionnaires que ce soit dans les Hôpitaux, les services sociaux ou l'Education nationale. Mais dans le même temps, la dette est passée de 55 milliards à 1250 milliards de 1980 à 2010.**

L'Etat entend d'ailleurs aller encore plus loin dans cette voie de la casse du secteur public : BAROIN, porte-parole du gouvernement annonce, dans l'hebdomadaire *l'Express*, **d'ici 2013 la suppression de 100 000 nouveaux postes de fonctionnaires.**

Le poids de la dette qui ne cesse de croître n'est pourtant pas une fatalité, mais bel et bien la conséquence de choix politiques. Pour se financer, depuis 1973, l'Etat ne peut plus bénéficier de prêts sans intérêts de la Banque de France. Il est obligé d'emprunter aux banques privées, ce qui a permis aux capitalistes et aux spéculateurs d'encaisser 1433 milliards d'euros versés par les fonds publics au titre des intérêts de la dette.

On constate donc que ce n'est pas notre dette, mais qu'il s'agit de celle des choix politiques des divers gouvernements qui se sont succédés.

Si l'on rajoute les 120 milliards d'exonérations fiscales et sociales, les fonds publics possèderaient aujourd'hui un bénéfice de 303 milliards d'euros.

CAMPAGNE

RÉPARTITION ÉGALITAIRE DES RICHESSES !

ET ILS VEULENT NOUS FAIRE CROIRE QUE LE PEUPLE VIT AU-DESSUS DE SES MOYENS...

« Nous ne paierons rien » doit être le mot d'ordre des toutes les organisations qui se réclament des intérêts des travailleurs et des travailleuses. A cet égard, il est déplorable que le 21 juin dernier l'intersyndicale UNSA – CGT – CFDT ait appelé à une journée d'action en revendiquant « une réduction graduelle des déficits publics ».

**Aucun accord n'est acceptable avec les plans meurtriers du FMI et l'UE !
Aucun compromis possible avec la contrainte d'une réduction des déficits !**

Seules les revendications qui ont pour but d'améliorer les conditions d'existence des travailleurs et des travailleuses doivent être nos mots d'ordre.

UNE AUTRE VOIE EST POSSIBLE !

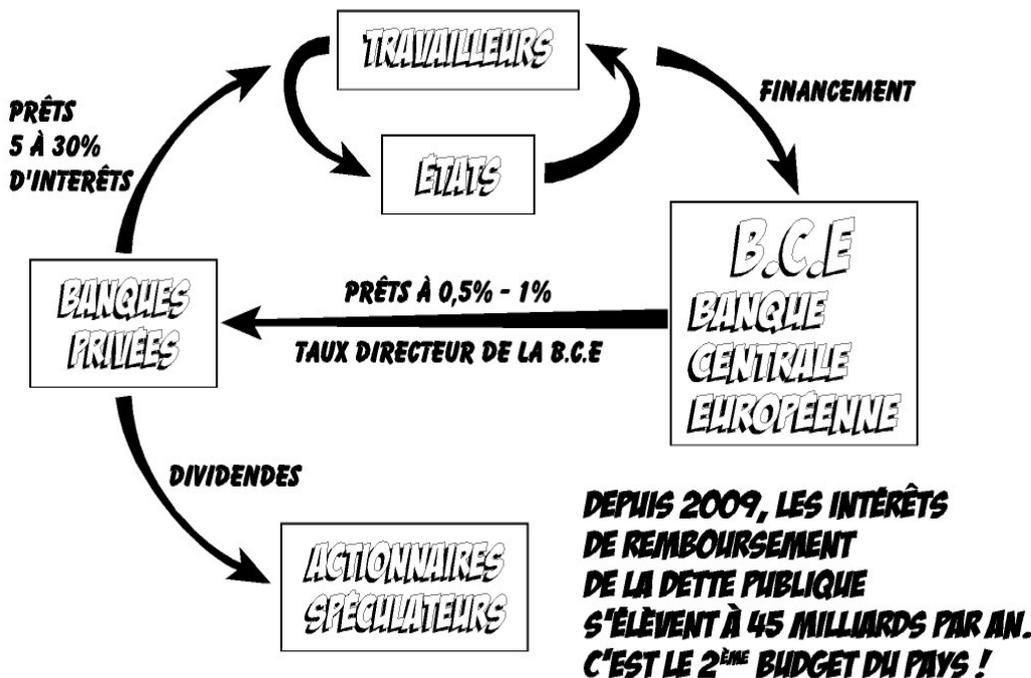
Si les gouvernements de gauche et de droite et les bureaucraties syndicales se soumettent au consensus du respect et de l'obligation de réduire les déficits, une autre voie est possible, souhaitable et nécessaire.

Cette voie est celle de la rupture avec la dictature capitaliste et de ses instances (UE et FMI).

Cette voie est celle du retour au financement sans intérêt des dépenses publiques.

Cette voie est celle de la reconquête des services publics et la renationalisation des banques.

Cette voie est celle d'organisations syndicales indépendantes et libres de défendre les revendications des travailleurs et des travailleuses.



LA CNT APPELLE A LA REALISATION DE L'UNITE LA PLUS LARGE AFIN D'IMPOSER L'ANNULATION DE LA DETTE.

POUR PLUS D'INFOS SUR LA CAMPAGNE DE LA CNT POUR UNE RÉPARTITION ÉGALITAIRE DES RICHESSES,

RENDEZ-VOUS SUR NOTRE SITE DE CAMPAGNE

WWW.CNT-F.ORG/CAMPAGNE

ET PLUS LARGEMENT :

WWW.CNT-F.ORG

